

DIAL 3270

MEXIQUE - Déplacés de San Francisco del Mar Pueblo Viejo : « nous demandons aux politiciens d'arrêter de chercher à diviser nos communautés pour nous imposer des projets comme l'éolien »

mercredi 12 février 2014, par [Dial](#)

Les deux premiers textes de ce numéro de février sont consacrés aux luttes des communautés indiennes de l'isthme de Tehuantepec contre les projets d'implantation d'éoliennes sur leurs terres. Le [premier texte](#) a été publié par [Noticias Aliadas](#) le 14 novembre 2013. Il présente la situation actuelle dans l'isthme et les enjeux du conflit. Le second, publié ci-dessous, est la déclaration publique d'un groupe de personnes luttant contre ces projets et expulsées de force de leur communauté en novembre 2013.

San Francisco del Mar, Oaxaca, 30 novembre 2013.

Aux médias,
Aux centres de droits humains mexicains et internationaux,
Aux différentes instances de gouvernement de Oaxaca et du Mexique,
Aux peuples originaires de Oaxaca et du Mexique,
Au Congrès national indien,
À l'opinion publique,

Nous sommes un groupe de personnes du peuple Ikoojts (appelé aussi Huave), habitants de San Francisco del Mar Pueblo Viejo, à Oaxaca, dans la zone de l'Isthme. Nous avons veillé sur la mer depuis l'antiquité, elle a été notre source de vie. Aujourd'hui, nous sommes ici pour dénoncer le déplacement forcé dont nous avons été victimes, ainsi que les agressions et violations de nos droits dont nous souffrons depuis déjà plusieurs mois. Ces agressions ont culminé avec notre expulsion. La plus grande partie d'entre nous avons été expulsés le 14 novembre 2013, mais le camarade Joselito Gallegos Pedro a été violemment battu et mène une vie de déplacé depuis déjà huit mois. Nous sommes désormais onze personnes déplacées.

Jusqu'à présent nous n'avons pas obtenu justice, parce que les différentes instances de gouvernement n'ont donné aucune suite à nos plaintes, ce qui fait que nous nous retrouvons complètement sans défense. La communauté se retrouve encerclée, avec un contrôle constant de qui rentre et qui sort, ce qui empêche que nos familles restées là-bas puissent entrer en relation avec le reste de la communauté ou bien avec nous, qui avons été déplacés.

Nous demandons aujourd'hui aux politiciens d'arrêter de chercher à diviser nos communautés pour nous imposer des projets comme l'éolien. Nous exigeons que soient mises en place les conditions nécessaires à notre retour, et que la paix et l'harmonie reviennent dans notre communauté. Nous exigeons aussi que soit respecté notre droit à la terre et au territoire, ainsi que le respect des mécanismes de décision de la

communauté, sans qu'y interviennent des intérêts politiques et économiques étrangers à notre forme de vie.

Antécédents

Ce conflit a commencé lorsque durant une assemblée, on nous a demandé de voter pour le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), ce que nous n'avons pas accepté, car nous pensons différemment. Il y a aussi comme précédent notre désir que soit créée une autre école, qui ne soit pas contrôlée par la section 59 [1]. Peu à peu on a commencé à nous appeler « les problématiques ». À travers différentes stratégies, on nous fermait toutes les possibilités d'avoir une vie digne au sein de la communauté. On nous a interdit la pêche dans l'enclos des crevettes, les barrières de nos prés ont été détruites, l'eau de nos maisons a été coupée et nos enfants n'ont plus été admis au sein de l'école de la communauté. Le camarade Joselito, quand il a été surpris en train de pêcher, a été gravement battu avant d'être détenu. Du fait de son passage à tabac — certains de ses agresseurs étaient cagoulés et équipés de fusils —, il a eu des lésions au cerveau, des côtes fracturées et a été hospitalisé plusieurs jours. Tout ça a été documenté en détail dans son dossier médical, et les plaintes afférentes ont été déposées, sans que les autorités n'aient pour autant réalisé d'enquêtes depuis. C'était il y a déjà huit mois.

Abusant de son autorité et violant nos droits en tant que citoyens, l'agent municipal Homero Salinas Martínez nous a remis des lettres nous enjoignant de quitter la communauté dans un délai fixé. La première lettre, remise en août, nous donnait 72 heures pour quitter la communauté. Ils ont cherché à nous accuser de beaucoup de choses, comme par exemple de verser de l'huile dans le puits, afin de retourner les gens contre nous et faciliter ainsi notre expulsion. Mais tout cela ce ne sont que des mensonges qui sont vite apparus comme tels.

Nous avons commencé à nous défendre des agressions à notre endroit et de la menace d'expulsion. C'est alors que le 14 novembre, durant une assemblée dont nous n'avons pas été informés et à laquelle nous n'avons pas pu participer, notre expulsion fut décidée. Un groupe de cinquante personnes est sorti de l'assemblée en direction de nos maisons qu'ils ont commencé à caillasser, menaçant nos femmes et nos enfants, et nous expulsant par la force. Ils voulaient expulser aussi nos familles, mais d'autres habitants de la communauté les ont défendues. Depuis lors elles sont toujours là-bas, et nous, nous avons trouvé refuge ici, à Pueblo Nuevo. Il existe des procédures correspondant aux plaintes que nous avons déposées, mais les instances correspondantes ne leur ont pas donné de suite parce que ceux qui bloquent l'affaire sont le député fédéral Samuel Gurrión [2], la députée locale María Luisa Fuentes Matus, et l'ancien président municipal, Héctor Matus.

Le dernier acte indigne qu'ils ont commis est que, quand le camarade José Luis a tenté de revenir dans la communauté pour participer à la veillée funèbre puis à l'enterrement de sa mère, décédée il y a dix jours, ils l'ont expulsé de nouveau, sans lui permettre ne serait-ce que d'assister à ces cérémonies, qui sont tellement importantes pour nous, et pour n'importe quel être humain.

Jamais nous n'avions vécu cela au sein de notre communauté, et nous pensons que ce qu'il y a derrière tout cela, c'est l'intérêt économique et politique de gens ambitieux, qui n'ont pas de scrupules à nous marcher dessus afin de nous déposséder de notre terre et territoire. La mer, le vent et la terre nous appartiennent, nous vivons d'eux, nous travaillons en leur sein et nous avons veillé sur eux durant des siècles. Nous n'allons pas permettre qu'ils nous dépossèdent par leurs mensonges et leurs tromperies, ni qu'ils retournent contre nous nos frères parce que nous pensons différemment. Nous n'allons pas non plus accepter d'échanger notre mer et notre terre pour de l'argent, pour quelques miettes, quand eux-mêmes s'emparent de nos richesses.

La terre et la mer ne sont pas à vendre, on les aime et on les défend.

Solidairement,

Jesús Ocampo Vargas

Carlos Norberto Ocampo Andrés
Facundo Francisco Martínez
Joselito Gallegos Pedro
Nicolás Andrés Juan
Javier Martínez Jiménez
José Luis Martínez Jiménez
Bernaldino Pineda Castillejo
Gregoria Orozco Martínez
Marbina Ordoñez Vicente
Oliver Ocampo Martínez

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3270.

- Traduction publiée sur le site de l'[Assemblée des peuples indiens de l'isthme de Tehuantepec pour la défense de la terre et du territoire](#). Traduction légèrement modifiée par Dial.
- Source (français) : [Assemblée des peuples indiens de l'isthme de Tehuantepec pour la défense de la terre et du territoire](#), 2 décembre 2013. Texte repris par [La voie du jaguar](#).
- Texte original (espagnol) : [Pozol](#), 30 novembre 2013.

En cas de reproduction, mentionner au moins la source française originale (Assemblée des peuples indiens de l'isthme de Tehuantepec pour la défense de la terre et du territoire - <https://tierrayterritorio.wordpress.com>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] La section 59 du syndicat des maîtres d'école, minoritaire dans l'État de Oaxaca, est totalement contrôlée par le Parti révolutionnaire institutionnel — note La voie du jaguar.

[2] Du PRI — note La voie du jaguar.